



Conseil de sécurité

Distr. générale
19 mars 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 18 mars 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par la Présidente du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ; M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence ; et M^{me} Nirvana Shawky, Directrice régionale de CARE pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ; ainsi que des déclarations faites par les représentantes et représentants de la Chine, de l'Estonie, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, du Kenya, du Mexique, du Niger, de la Norvège, de la Fédération de Russie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence sur « La situation au Moyen-Orient (Yémen) », tenue le jeudi 16 mars 2021. Une déclaration a été également faite par le représentant du Yémen.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Conseil de sécurité
(Signé) Linda **Thomas-Greenfield**



Annexe I**Exposé de M. Martin Griffiths, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen**

Malheureusement, je prends une fois de plus la parole devant le Conseil de sécurité pour signaler une détérioration du conflit au Yémen. Et cette fois, il s'agit d'une détérioration assez spectaculaire. L'offensive d'Ansar Allah sur la province de Mareb se poursuit, faisant courir des risques aux civils, notamment 1 million de déplacés environ. Les forces en présence des deux côtés ont subi de lourdes pertes. Je reçois des informations choquantes selon lesquelles les enfants sont de plus en plus entraînés dans l'effort de guerre et spoliés de leur avenir.

De même, les attaques transfrontalières ont nettement augmenté ces dernières semaines. Je suis préoccupé par l'intensification des frappes de missiles et de drones, qui ont notamment visé des infrastructures civiles et commerciales au Royaume d'Arabie saoudite. Par la suite, des frappes aériennes ont eu lieu dans le périmètre de la ville de Sanaa, exposant là aussi les civils au danger. Nous voyons également s'ouvrir d'autres fronts au Yémen, notamment avec des escalades militaires à Hajja et Taëz.

À Hodeïda, on observe une persistance troublante des violences, qui font des morts et des blessés parmi les civils, notamment des femmes et des enfants. Je me joins au Chef de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH), le général de corps d'armée Guha, pour condamner les attaques qui mettent en danger les civils. La MINUAAH poursuit ses efforts pour réactiver le Comité de coordination du redéploiement et ses mécanismes conjoints subsidiaires et pour parvenir à équilibrer la présence de la Mission sur le territoire de Hodeïda. J'encourage les parties à collaborer de manière constructive avec la Mission pour progresser à cet égard.

Alors même que le conflit s'intensifie, les civils à Sanaa et dans les provinces environnantes restent confrontés à de graves pénuries de carburant. Les importations de carburant n'ont pas été admises à Hodeïda depuis janvier. Cela a contribué à la hausse du coût des produits de base et fait courir des risques aux hôpitaux et autres services. Cette situation est tout simplement inacceptable au regard de l'aide humanitaire, et l'ONU n'a cessé d'appeler l'attention du Conseil sur ces problèmes. Il est crucial que soient levés tous les obstacles aux importations et à la distribution dans le pays de carburant à usage civil. J'appelle les parties à donner la priorité aux besoins civils avant tout et à ne pas transformer l'économie en arme.

En conséquence, j'appelle ici le Gouvernement yéménite à autoriser d'urgence l'entrée des pétroliers à Hodeïda. Il ne faut pas qu'il y ait d'autres délais. Les recettes issues des redevances et taxes liées aux pétroliers doivent être exclusivement utilisées pour payer le traitement des fonctionnaires, en s'appuyant sur la base de données des salaires de 2014. J'espère que les parties prendront une part constructive dans les efforts de l'ONU pour trouver une solution durable à ce problème humanitaire critique.

La situation à Aden et dans les provinces environnantes reste difficile. Nous sommes encouragés par le fait que le nouveau Cabinet continue de s'acquitter de ses fonctions depuis le territoire yéménite. C'est une bonne chose pour les institutions de l'État et pour les perspectives globales de paix au Yémen. Toutefois, il est clair que pour améliorer les services de base, notamment l'accès à l'électricité, ainsi que pour garantir sans plus de retard le versement des salaires aux employés du Gouvernement, veiller à la sécurité et stabiliser l'économie, il faut davantage de ressources. Or ces ressources sont actuellement insuffisantes.

Ce ne sont pas uniquement les Yéménites qui souffrent, au Yémen. La semaine dernière, le monde s'est vu rappeler la situation critique de la communauté des migrants lorsqu'un effroyable incendie s'est déclaré dans un centre de détention de Sanaa qui

accueil principalement des migrants éthiopiens. Des dizaines de personnes ont été tuées dans l'incendie, et plus de 170 autres ont été gravement blessées. Une enquête indépendante doit être menée sur la cause de cet incendie. Tous les habitants du Yémen, quelle que soit leur nationalité, doivent bénéficier d'une protection et être tenus hors de danger.

Qu'il me soit permis d'en venir à la voie que nous proposons de suivre à l'avenir. Les efforts déployés pour mettre fin aux combats et la nécessité de lancer le processus politique ont été l'objet de nombreux comptes rendus et de diverses exégèses publiques ces derniers temps. Je voudrais ici, à l'intention du Conseil, préciser ma propre appréciation de la situation.

On nous rappelle souvent, et à juste titre, que le Yémen représente la plus grande catastrophe humanitaire au monde et que la famine est venue s'ajouter à la tragédie yéménite. À cet égard, Mark Lowcock nous évoque souvent le lien entre l'incidence de la famine et les endroits où la guerre est la plus intense. Il incombe donc aux parties depuis longtemps, et aujourd'hui plus que jamais, d'accepter de mettre fin aux combats et de faire taire les armes. Convenir d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale, ouvrir l'aéroport de Sanaa et veiller à ce que le carburant et d'autres produits de base puissent arriver sans entrave au Yémen par les ports de Hodeïda sont des impératifs humanitaires urgents. Grâce à ces mesures, l'incidence du conflit sur les civils sera atténuée et les Yéménites pourront plus facilement jouir de la liberté de circulation. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour permettre au Yémen de respirer.

En plus de ces considérations humanitaires, ma tâche particulière consiste à aider les parties à mettre fin au conflit, ce qui ne pourra se faire qu'en résolvant leurs différends par la négociation. C'est là-dessus que je me concentre, et c'est la raison pour laquelle j'inclus la reprise d'un processus politique ouvert à tous dans les trois priorités humanitaires que j'ai évoquées plus haut. L'ONU a donc inscrit quatre points urgents à l'ordre du jour des négociations, dont trois sont humanitaires et un porte sur le lancement du processus politique tant ajourné.

Je dois cependant préciser que la reprise du processus politique ne peut être soumise à aucune condition préalable. Les parties belligérantes ont l'obligation de reprendre le processus et d'y prendre part avec sérieux. Et elles doivent communiquer avec l'ONU en permanence et sérieusement, à toutes les étapes, pour que l'objectif soit atteint. Elles doivent permettre au peuple yéménite d'espérer qu'il est envisageable de mettre fin au conflit. Je m'alarme que le simple fait de se réunir autour d'une table pour discuter des contours de la fin de la guerre soit présenté comme une concession plutôt que comme une obligation.

Nous nous attachons à ce programme avec une vigueur renouvelée depuis quelques semaines. Nous avons la chance de travailler en étroite collaboration avec des États Membres clefs sur ces questions, et leur mobilisation nous a redonné de l'énergie et beaucoup plus d'espoir. Je tiens à vous remercier tout particulièrement, Madame la Présidente, ainsi que votre gouvernement, pour votre appui ces dernières semaines et pour les inlassables efforts déployés par votre envoyé spécial, Tim Lenderking.

J'aimerais pouvoir annoncer une bonne nouvelle aujourd'hui. Mais nous n'en sommes pas encore là. Nous savons ce que le Conseil veut. Nous savons ce que la communauté internationale veut. Nous savons ce que le peuple du Yémen veut. La fin de tous ces malheurs, de ces vies sacrifiées pour des gains militaires illusoires et de la tragédie des familles yéménites qui attendent désespérément cette fin et un moyen de sortir de ces malheurs. À eux, à nous tous, nous disons que ces bonnes nouvelles ne sauraient arriver un jour trop tôt.

Annexe II

Exposé de M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

Mes collègues de la direction du système humanitaire et nous-mêmes vous avertissons depuis longtemps que le Yémen se dirige vers une famine massive et que la principale raison pour laquelle la situation humanitaire a tellement empiré est le manque de ressources.

Comme le Conseil le sait, le 1^{er} mars, le Secrétaire général a convoqué une manifestation d'annonces de contributions pour le Yémen, organisée conjointement par la Suède et la Suisse. Plusieurs donateurs, dont le Canada, la France, l'Allemagne et le Japon, ont annoncé plus de contributions que jamais auparavant lors de cette manifestation. J'ai débloqué 40 millions de dollars supplémentaires du Fonds central pour les interventions d'urgence, et le Fonds humanitaire pour le Yémen vient d'allouer 73 millions de dollars.

Au total, la manifestation du 1^{er} mars a permis de lever 1,7 milliard de dollars. Mais c'est moins de la moitié de ce dont nous avons besoin pour le plan d'intervention de cette année. C'est près d'un milliard de moins que ce que nous avons reçu en 2019. Et cela signifie que nous n'inverserons pas le long processus de famine auquel des millions de personnes à travers le Yémen ont été soumises, se terminant par leur mort, en particulier pour les femmes et les enfants, une expérience que j'ai déjà décrite au Conseil. Ce que nous avons eu le 1^{er} mars était donc un acompte, et d'autres efforts seront nécessaires.

Bien sûr, l'argent n'est pas le seul facteur. Je veux me faire l'écho de tout ce qu'a dit Martin Griffiths sur l'offensive d'Ansar Allah à Mareb. Nous sommes particulièrement préoccupés par le million de personnes qui ont déjà fui d'autres endroits pour se rendre à Mareb. Il y a déjà d'autres déplacements en raison de l'assaut en cours. C'est, pour le moment, à un niveau relativement bas – environ 15 000 personnes – en raison des combats actuels. Mais ce qui nous inquiète, c'est que, si l'escalade se poursuit, le nombre de personnes augmentera de façon exponentielle. Et, comme Martin l'a également dit, les hostilités à Mareb ont également déclenché des escalades ailleurs, notamment à Taëz, Hodeïda et Hajja.

Je souhaite également me faire l'écho de tout ce que Martin a dit sur le sort des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants. Je suis entièrement d'accord avec tout ce qu'il a dit au sujet de l'incendie dévastateur qui a ravagé un centre de détention pour migrants surpeuplé à Sanaa le 7 mars.

Mais nous avons également vu, le 4 mars, au moins 20 personnes se noyer lorsque des trafiquants d'êtres humains ont forcé des dizaines de passagers à sauter d'un bateau bondé à destination du Yémen. Et c'était la troisième noyade de ce type en six mois.

Et, comme Martin l'a dit, toute personne au Yémen, d'où qu'elle vienne, a droit à une protection et à de l'aide. Et nous demandons instamment à toutes les autorités du pays de réduire les obstacles auxquels les organismes humanitaires sont confrontés pour aider ces personnes.

Je voudrais aussi dire quelques mots sur l'accès humanitaire. Le Gouvernement yéménite a récemment travaillé avec nous pour répondre à plusieurs préoccupations, dont j'ai déjà parlé, concernant notamment l'approbation des projets et d'autres contraintes administratives. Il a également travaillé avec nous de manière cruciale à la préparation d'une campagne de vaccination prévue contre la maladie à coronavirus (COVID-19).

Nous continuons à faire face à de nombreux obstacles dans le nord. L'année dernière, comme nous l'avons dit précédemment, nous avons constaté des améliorations

importantes sur des questions clés telles que les évaluations et le ciblage biométrique. Et ce processus doit se poursuivre.

Je voudrais dire quelques mots sur la situation économique. Encore une fois, je m'appuie sur ce que Martin a dit, parce que l'effondrement économique est un facteur majeur de la progression et de l'expansion d'une famine potentiellement énorme. L'effondrement économique alimente également l'instabilité, d'ailleurs, comme en témoignent les récentes manifestations auxquelles Martin a fait référence.

Il y a deux choses simples à faire pour atténuer les graves difficultés de l'économie yéménite. La première consiste à renforcer la monnaie, le rial yéménite, qui a connu une nouvelle dépréciation alarmante ces derniers mois, ce qui signifie que de plus en plus de personnes n'ont plus les moyens de se procurer de la nourriture ou d'autres produits essentiels. Nous savons que, dans le passé, la fourniture de devises a permis de stabiliser la monnaie, et nous savons que cela peut se faire à nouveau. J'en ai discuté en détail avec le Premier Ministre et d'autres membres du Gouvernement, et nous savons qu'ils veulent de l'aide dans ce domaine. Et j'exhorte vraiment les partenaires du Yémen à traiter cette demande avec le sérieux et l'importance qu'elle mérite.

L'autre question qui doit être abordée concerne le blocus des importations commerciales, auquel Martin a fait référence, en particulier la décision du Gouvernement yéménite et d'autres pays de ne pas autoriser l'entrée de carburant à Hodeïda. Le carburant, comme tout le monde le sait et le comprend, est essentiel si l'on veut transporter de la nourriture, pomper de l'eau ou maintenir les hôpitaux ouverts.

Les prix du carburant ont doublé ou triplé dans certaines régions en raison de la pénurie désespérée qui sévit actuellement. Et cela, bien sûr, fait également grimper les prix de la nourriture, des soins de santé et de tout le reste. En fait, nous avons vu de plus en plus de rapports de fermeture d'établissements de santé au cours des dernières semaines parce qu'ils n'avaient plus de carburant. Le Gouvernement a désormais bloqué toutes les importations commerciales de carburant à Hodeïda par où transitent plus de la moitié des importations de carburant du Yémen. Toutes ces importations sont bloquées depuis janvier.

Et en ce moment, 13 bateaux de carburant attendent à l'extérieur d' Hodeïda, en transportant suffisamment pour environ deux mois. En moyenne, ces navires ont attendu plus de 80 jours l'autorisation du Gouvernement. Tous, soit dit en passant, ont été inspectés et approuvés par le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies.

Tous les membres du Conseil connaissent l'origine de ce problème – le différend entre le Gouvernement et Ansar Allah au sujet des recettes. Mais les conséquences de cette situation, comme toujours au Yémen, ne sont pas subies par ceux qui prennent les décisions. Ce sont les Yéménites ordinaires qui en font les frais. Et cela contribue à nouveau au long processus de famine de longue durée que j'ai décrit précédemment.

Qu'il me soit permis, enfin, de renforcer ce que Martin a dit sur la nécessité de progresser vers la paix. Et je répète encore une fois que, selon nous, l'engagement renouvelé des États-Unis en faveur d'une solution diplomatique et l'attention qu'ils portent à la tragédie humanitaire du Yémen offrent la meilleure occasion que nous ayons vue depuis des années de résoudre le conflit, d'amener les parties à la table des négociations et de trouver une solution pour la population. Et cela reste vrai malgré la récente escalade.

Mais cette opportunité doit être saisie. Cela ne sera pas possible si le Yémen bascule dans une énorme famine ; nous devons donc arrêter la famine. Mais les parties doivent également s'engager dans le processus de paix et, pour ce faire, Ansar Allah doit arrêter la dangereuse offensive de Mareb. Le blocus du carburant à Hodeïda doit être levé, les produits commerciaux doivent être autorisés à entrer et le Yémen a besoin d'un cessez-le-feu national – pas seulement à Mareb mais dans tout le pays – et, je le répète, d'un retour au processus politique.

Annexe III

Exposé de M^{me} Nirvana Shawky, Directrice régionale de CARE pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

C'est un honneur pour moi que de prendre la parole devant le Conseil de sécurité aujourd'hui au nom de mon organisation, CARE, et de la communauté humanitaire au Yémen.

Après la Seconde Guerre mondiale, CARE a été créée pour aider les Européens qui souffraient de la faim et qui vivaient dans la pauvreté. Aujourd'hui, nous venons en aide aux habitants du Yémen qui sont dans la même situation douloureuse – 16 millions de personnes souffrent de la faim, et quatre Yéménites sur cinq vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

Cela fait près de 30 ans que CARE est présente au Yémen, depuis 1992, et l'année dernière, nous avons eu la chance de fournir une aide humanitaire et au développement à près de 3 millions de personnes dans 14 provinces du pays.

Nous employons plus de 400 personnes, dont la grande majorité sont des Yéménites qui vivent et travaillent près des personnes à qui ils viennent en aide. C'est en leur nom que j'ai le privilège de m'adresser à vous aujourd'hui et de partager leurs points de vue depuis le terrain.

Quelle est donc l'atmosphère au Yémen en général ? Mes collègues me disent, « Nous avons entendu parler à maintes reprises au cours des six dernières années de possibilités de réaliser la paix au Yémen. On nous dit qu'il était possible de mettre fin à la guerre au Yémen grâce à une volonté et des efforts suffisants de la part de la communauté internationale ». Cependant, en dépit de moments tels que la signature de l'Accord de Stockholm et de l'Accord de Riyad, ce sentiment d'optimisme ne dure pas.

Mes collègues yéménites me disent qu'à chaque fois qu'ils entendent des discours et des déclarations, cela leur donne un sentiment d'espoir. À chaque fois, ils pensent que le conflit va être enfin réglé. Et puis les attaques et les combats reprennent, la guerre entre dans une nouvelle année, de nouvelles lignes de front sont ouvertes et la réalité brutale remplace rapidement tout espoir éphémère. Il est difficile d'imaginer l'effet que cela peut avoir sur le bien-être psychologique des personnes.

Alors que le conflit entre dans sa septième année, des millions d'enfants et d'adolescents yéménites ont du mal à se souvenir d'une vie sans insécurité ou pénuries alimentaires, et des millions de parents subissent un traumatisme psychologique permanent.

En sus de la violence, la réduction du budget des opérations humanitaires a de très lourdes conséquences pour les Yéménites. Pour nos collègues yéménites, qui subviennent souvent aux besoins de plus de 20 membres de leur famille élargie, ces coupes sont profondément perturbantes et angoissantes. Ils craignent que de nouvelles coupes ne les empêchent de répondre aux besoins de leurs familles.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous mettre au fait de la situation sur le terrain. Au cours des dernières semaines, alors que les combats se sont intensifiés à Mareb, l'attention s'est tournée à juste titre vers les risques auxquels sont exposées les personnes déplacées dans les camps et les campements éparpillés dans la province et le pays.

Quatre millions de personnes ont été déplacées dans tout le pays depuis le début du conflit en 2015, et un peu moins d'un tiers des familles déplacées ont à leur tête des femmes et des filles. Mes collègues qui travaillent dans des provinces telles que Mareb et Hajja, qui comptent le plus grand nombre de personnes déplacées,

me disent que les femmes et les filles déplacées souffrent le plus du manque d'intimité du fait de l'absence de latrines ou d'abris adéquats, mais aussi des menaces à leur sécurité et de l'accès limité aux services de base, ce qui les expose davantage à la violence et aux exactions.

Ils ont entendu parler d'une veuve et de ses trois filles âgées de 14, 15 et 16 ans, qui ont fui les combats à Taëz. Elles vivaient dans un abri de fortune sans portes ni fenêtres, ce qui exposait ses filles à des risques graves de harcèlement. Le seul moyen qu'a trouvé cette femme pour protéger ses filles a été de les marier à des hommes beaucoup plus âgés.

Nous savons tous que la vie est beaucoup plus difficile si on est déplacé, ne serait-ce qu'une fois – on perd sa maison, sa communauté, ses biens, son bétail et ses papiers d'identité. Imaginez devoir fuir plusieurs fois – deux, trois ou même quatre. Vous n'avez rien. Vous ne pouvez peut-être que transporter des objets nécessaires tels que deux ou trois ustensiles de cuisine, des draps sales et des photos de familles précieuses.

Un homme, Ali Nasser, a raconté à notre personnel sur le terrain que lui et sa famille avaient fui les frappes aériennes dans le district de Medghal pour chercher refuge dans la ville de Mareb l'année dernière. La femme d'Ali Nasser nous a dit, « Nous avons fui pour sauver notre vie lorsque des combats ont soudainement éclaté dans notre zone. J'avais besoin d'aide parce que mon fils souffre de problèmes de santé mentale et est diabétique. Nous sommes restés dans une pièce vide exigüe pendant environ un mois. Ensuite nous sommes venus ici à Mareb où nous vivons sur le sable. »

Les familles ont eu recours à des mécanismes d'adaptation de plus en plus désespérés au cours de l'année écoulée, alors que les effets des coupes budgétaires, le blocus et l'absence de transferts de fonds se répercutent sur les prix des denrées alimentaires et leur capacité à acheter des vivres. Comme M. Lowcock l'a expliqué au Conseil, des personnes sont déjà en train de mourir de malnutrition aigüe dans certaines régions du Yémen. Selon les dernières statistiques, 2,25 millions d'enfants et plus d'un million de femmes enceintes et de jeunes mères souffrent de malnutrition grave et risquent de mourir de faim.

Prenons, par exemple, l'histoire de Samer, un nouveau-né qui se trouve à Hodeïda. Sa mère, qui ne pouvait pas l'allaiter parce qu'elle souffrait elle-même de malnutrition, a dû utiliser du lait maternisé de mauvaise qualité. En conséquence, Samer souffre également de malnutrition aigüe. Heureusement, il est maintenant sous traitement, ce qui signifie qu'il pourra célébrer son prochain anniversaire. Mais des milliers d'enfants yéménites n'auront pas cette chance.

Comme le montrent ces histoires, ce sont les femmes et les enfants qui souffrent le plus – d'un niveau plus élevé de malnutrition, d'un accès réduit à la nourriture et aux soins de santé et d'une exposition accrue à la violence fondée sur le genre. C'est pourquoi il est crucial de doter les femmes et les jeunes de compétences pour leur permettre de gagner leur vie et de vivre dans la sûreté, la sécurité et la dignité. C'est dans ces domaines que CARE essaie d'apporter son appui.

Un autre point que je souhaite porter à votre attention est la situation économique au Yémen. Avant le conflit actuel, le Yémen exportait du pétrole et du gaz, ce qui générait des recettes suffisantes pour le pays. Mais depuis 2015, ces exportations se font au compte-gouttes. Les grandes compagnies pétrolières et gazières n'ont pas repris leurs activités, même dans les régions épargnées par les hostilités ouvertes. La reprise de leurs activités contribuerait à stabiliser l'économie. Elle permettrait également d'alimenter les centrales électriques et de payer les salaires des fonctionnaires. Tout ceci contribuerait à faire baisser les prix des denrées alimentaires et des articles essentiels au Yémen. Il est impossible d'imaginer un avenir pour le Yémen sans souligner la nécessité d'appuyer et de renforcer l'économie.

Le conflit a exposé des communautés à davantage de risques sanitaires, souvent aggravés par le manque d'argent pour acheter des médicaments ou se rendre dans des dispensaires, mais aussi par la menace simple mais meurtrière de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de mauvaise qualité. Une des membres de notre personnel à Hajja m'a dit, par exemple, que les mares d'eau de pluie sont la seule source d'eau dont disposent certaines personnes pour boire, nettoyer et se laver. Elle a dit que ces mares sont habituellement pleines de déchets et de vers et peuvent transmettre des maladies graves telles que le choléra ou le typhus, que les systèmes immunitaires de personnes souffrant de malnutrition ne sont pas en mesure de combattre. Mais elles n'ont pas le choix.

L'année dernière, la communauté humanitaire a mis en œuvre un programme efficace de prévention de la maladie à coronavirus (COVID-19), mais avec une deuxième vague de COVID-19 à l'horizon, on craint que les installations sanitaires, qui sont déjà insuffisantes, ne soient débordées.

Compte tenu de mes observations aujourd'hui, vous ne serez pas surpris d'apprendre que j'appuie les recommandations que viennent de faire M. Griffiths et M. Lowcock.

Au nom de mes collègues yéménites, je demande au Conseil de se rappeler que les besoins des Yéménites sont simples. Ils veulent pouvoir aller au marché avec suffisamment d'argent pour acheter de quoi manger. Ils veulent pouvoir éduquer leurs enfants au lieu de les envoyer travailler, se battre ou mendier, ou de devoir les marier. Pour ce faire, nous exhortons le Conseil à s'attaquer aux trois priorités suivantes, qui sont urgentes.

Premièrement, le Conseil doit traiter la stabilisation et le redressement économiques comme une priorité fondamentale et urgente afin de permettre aux Yéménites d'échapper au cycle de la pauvreté et de vivre avec les choix et la dignité que nous considérons comme acquis ailleurs.

Deuxièmement, la réponse humanitaire, qui, comme le Conseil le sait, est la bouée de sauvetage de millions de personnes, doit être entièrement financée. Comme vient de l'expliquer M. Lowcock, le déficit de financement de plus de 2 milliards de dollars doit être comblé. Si l'amélioration de l'accès humanitaire est une nécessité absolue, dont l'obtention requiert l'aide des membres du Conseil de sécurité, il nous faut toujours donner la priorité aux besoins des personnes qui n'ont pas d'autres solutions que l'aide humanitaire pour survivre.

Troisièmement, le Conseil doit de toute urgence assumer ses responsabilités afin de mettre fin une bonne fois pour toutes à ce terrible conflit et d'aider les Yéménites à retrouver la paix, la stabilité et la prospérité.

Les espoirs des Yéménites sont universels ; ils ne demandent rien de plus que ce que la plupart d'entre nous considérons comme allant de soi. Mais leur avenir est subordonné à la fin du conflit. Les Yéménites vivent dans l'espoir que la vie sera meilleure un jour. C'est ce qui permet à chacun de continuer d'avancer et de s'appuyer mutuellement en tant que communauté et famille.

J'en appelle aux membres du Conseil pour qu'ils nous aident à apporter un peu de lumière au peuple yéménite, qui vit dans l'obscurité de ce conflit depuis bien trop longtemps. Il compte sur eux tous.

Annexe IV**Déclaration de M. Geng Shuang, Représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : chinois et anglais]

Je tiens à remercier de leurs exposés l'Envoyé spécial Griffiths, le Secrétaire général adjoint Lowcock et M^{me} Shawky. Leurs exposés nous montrent que le Yémen reste aux prises avec des défis politiques, sécuritaires et humanitaires complexes et graves. La communauté internationale doit renforcer son unité et faire front commun pour trouver une solution rapide et globale à la question yéménite.

Premièrement, les affrontements militaires et toutes les hostilités doivent cesser immédiatement. Le conflit prolongé au Yémen a entraîné des pertes énormes pour toutes les parties et causé d'indicibles souffrances à sa population. Les faits l'ont prouvé à maintes reprises, il n'est pas de règlement militaire à ce problème. Bien au contraire, la guerre ne peut mener qu'à la catastrophe. Depuis l'année dernière, l'ONU s'efforce vigoureusement de mettre en œuvre l'initiative mondiale de cessez-le-feu. Il est désormais absolument inadmissible de lancer des offensives militaires ou de provoquer des hostilités. La Chine exprime sa préoccupation face à l'escalade des affrontements à Mareb, condamne les attaques contre les civils et les infrastructures civiles saoudiens et appelle à la cessation immédiate des hostilités et de la violence, afin de créer les conditions nécessaires à un règlement politique de la question yéménite.

Deuxièmement, il convient de respecter les engagements politiques et de faire avancer les négociations politiques. Malgré les difficultés et les revers, il ne faut pas dévier de la recherche d'un règlement politique de la question yéménite. Les parties au conflit doivent rompre avec le cercle vicieux des allers-retours entre le champ de bataille et la table des négociations. Elles doivent mettre en œuvre les accords passés, renforcer la confiance mutuelle et réaliser de nouveaux progrès. L'Envoyé spécial Griffiths a proposé une marche à suivre pour faire avancer le processus politique. Nous espérons que les parties pourront collaborer à ses efforts de médiation et participer aux consultations en faisant preuve de la plus grande sincérité politique afin de parvenir à un consensus rapide.

Troisièmement, tout doit être fait pour atténuer la crise humanitaire et sauver des vies. Le Secrétaire général adjoint Lowcock a donné des précisions sur la terrible situation humanitaire qui prévaut au Yémen. L'aggravation de la crise de sécurité alimentaire est déchirante. La Chine se félicite de la manifestation virtuelle de haut niveau consacrée aux annonces de contributions en faveur du Yémen, qui a été organisée au début du mois, et espère que la communauté internationale pourra s'appuyer sur cette dynamique, intensifier l'aide au Yémen et financer intégralement le plan d'intervention humanitaire au Yémen. La Chine salue également l'annonce faite par le Secrétaire général concernant la création d'un groupe spécial de haut niveau sur la prévention de la famine. J'attends avec intérêt de le voir jouer un rôle important dans la mobilisation des ressources mondiales et le renforcement de la coordination entre les organismes humanitaires.

Le Yémen est fortement tributaire des importations pour assurer sa sécurité alimentaire. Les parties doivent garantir le fonctionnement des ports commerciaux. Celles qui exercent un contrôle effectif à l'intérieur du Yémen doivent respecter le droit international humanitaire et assurer un accès humanitaire sûr et sans entrave afin de créer les conditions nécessaires à la protection des civils, en particulier des femmes, des enfants et des autres groupes vulnérables. En ce qui concerne le pétrolier *FSO SAFER*, la Chine demande instamment aux houthistes d'autoriser rapidement l'accès de l'équipe technique de l'ONU pour qu'elle puisse inspecter le navire et effectuer les réparations nécessaires, et ce, afin d'éviter un accident catastrophique.

Quatrièmement, la coopération régionale en matière de sécurité doit être renforcée pour contribuer à apaiser les tensions. Le règlement de la question yéménite nécessite un climat de sécurité régional favorable. La Chine a proposé la création d'une plateforme de dialogue multilatéral dans la région du Golfe. D'autres pays ont avancé des idées similaires. La Chine espère que ces idées pourront être mises en pratique par des efforts conjoints afin de promouvoir un processus de paix régional. Nous nourrissons l'espoir que, dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Yémen, les pays concernés pourront mettre à profit leurs avantages pour influencer positivement les parties au Yémen et contribuer ainsi à un règlement politique de la question yéménite.

Annexe V

Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial Griffiths, le Secrétaire général adjoint Lowcock et M^{me} Shawky.

La poursuite de l'escalade militaire est extrêmement inquiétante. Compte tenu de l'ampleur sans précédent de la crise humanitaire qui en résulte, rien ne peut justifier une intensification des hostilités.

Nous en appelons à nouveau aux houthistes pour qu'ils cessent immédiatement l'assaut lancé contre Mareb, qui met en danger deux millions de civils, ainsi que les attaques transfrontières contre le territoire de l'Arabie saoudite. Nous rappelons également à toutes les parties au conflit qu'elles doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et s'abstenir de lancer des attaques aveugles contre des civils.

Seule une solution politique sans exclusive peut mettre fin au conflit au Yémen. Nous saluons l'engagement diplomatique des États-Unis et exhortons toutes les parties à saisir le changement de dynamique, à coopérer avec l'Envoyé spécial Griffiths et à convenir sans délai d'un cessez-le-feu et de mesures de confiance.

L'incendie meurtrier survenu le 7 mars dans un centre de rétention pour migrants surpeuplé de Sanaa est un sinistre rappel des nombreux dangers auxquels sont confrontés les migrants au Yémen. L'incendie a fait au moins huit morts et au moins 170 blessés, dont certains sont aujourd'hui dans un état critique. Nous demandons un accès humanitaire urgent aux blessés et une enquête internationale pour déterminer la cause de l'incident.

Nous nous félicitons du récent renouvellement du régime de sanctions concernant le Yémen et de la reconduction du mandat du Groupe d'experts. Il est, selon nous, important que la résolution insiste sur la nécessité de faire répondre de leurs actes les auteurs de violations du droit international humanitaire et de violations des droits de l'homme ou d'atteintes à ces droits. La désignation d'une personne qui s'est livrée à des actes liés à la détention systématique, à la torture et à la violence sexuelle à l'encontre de femmes ayant un rôle politique est également cruciale.

Nous appelons à une participation pleine, égale et véritable des femmes au processus politique et regrettons l'absence de femmes dans le Gouvernement yéménite récemment formé.

Nous exprimons à nouveau notre profonde préoccupation concernant la situation humanitaire, en particulier l'insécurité alimentaire croissante. Une solution holistique et de long terme est nécessaire pour aider véritablement ce pays. Elle inclut notamment la garantie d'un accès humanitaire sans entrave, l'accélération de l'aide humanitaire, le renforcement de l'économie yéménite et l'élaboration d'un règlement à long terme des questions relatives à l'importation de carburant et de produits commerciaux.

Enfin, nous appelons de nouveau les autorités houthistes à accorder immédiatement à l'équipe de l'ONU un accès complet au pétrolier *FSO SAFER*, car tout retard supplémentaire pourrait être à l'origine d'une catastrophe environnementale et humanitaire.

Annexe VI**Déclaration de M^{me} Nathalie Broadhurst Estival, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français et anglais]

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, pour leurs interventions. Je leur réitère notre plein soutien dans leur action. Je remercie également Nirvana Shawky pour son témoignage absolument poignant et je tiens à saluer l'ensemble des personnels humanitaires pour leur travail remarquable au Yémen.

Une fenêtre d'opportunité a été ouverte pour mettre enfin un terme à la guerre au Yémen. Les houthistes doivent cesser de refuser la paix et saisir cette opportunité. Ils doivent renoncer immédiatement à l'attaque contre Mareb. Nous condamnons cette offensive qui serait un désastre humanitaire pour plus de 1 million de déplacés. Elle pourrait porter un coup brutal au processus politique. L'escalade à Hodeïda et à Taëz doit également cesser.

Nous demandons aussi aux houthistes de cesser immédiatement les attaques contre le territoire saoudien. Ces attaques menacent la stabilité de la région et nous les condamnons avec la plus grande fermeté. Nous demandons enfin aux houthistes de donner immédiatement et sans préconditions l'accès au pétrolier *FSO SAFER* pour éviter une catastrophe écologique. Ils en porteraient l'entière responsabilité.

Nous avons condamné l'attaque du 30 décembre dernier à Aden, contre le Gouvernement yéménite. Les éléments qui ont été fournis par le Groupe d'experts sur le Yémen depuis sont à cet égard extrêmement préoccupants. Le Conseil doit y donner suite.

Nous l'avons tant de fois répété : il n'y a pas de solution militaire au Yémen. Nous demandons donc aux parties de s'accorder sur un cessez-le-feu immédiat sur l'ensemble du territoire yéménite, conformément à la proposition de l'Envoyé spécial, à l'appel du Secrétaire général et à la résolution 2532 (2020).

Les parties doivent s'engager de bonne foi dans des discussions politiques avec l'Envoyé spécial. Elles doivent prendre des mesures de confiance et trouver une solution politique durable, inclusive et respectant l'intégrité territoriale du Yémen. Les voix de la jeunesse yéménite, comme celle d'Omer Badokhon en novembre (voir S/2020/1109), et celles des femmes, comme celle de Rasha Jarhum le 8 mars, ont été entendues par le Conseil de sécurité. Elles doivent être également entendues par les parties yéménites. Les parties doivent aussi mettre en œuvre les conclusions du Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé au Yémen (S/AC.51/2020/1).

Nous appelons les États ayant une influence sur les parties à l'exercer pour qu'elles s'engagent pour la paix sans délai.

Sur le plan humanitaire, le risque de famine à grande échelle s'accroît chaque jour. Nous avons une responsabilité collective et une obligation morale d'éviter une telle tragédie. Cela passe par le plein financement du plan de réponse humanitaire. La France a augmenté sa contribution par rapport à l'année dernière. Nous avons annoncé au moins 11 millions d'euros lors de la conférence des donateurs.

Cela implique aussi la garantie d'un plein accès humanitaire à l'ensemble des personnes dans le besoin. Le respect du droit international humanitaire n'est pas négociable. Je pense également à la protection des civils, y compris les personnels humanitaires et médicaux, qui doit rester un impératif absolu.

Le Conseil peut compter sur l'engagement sans faille et continu de la France.

Annexe VII

Déclaration de M. Nagaraj Naidu Kakanur, Représentant permanent adjoint de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie les intervenants du point qu'ils nous ont fait sur la situation au Yémen.

Nous sommes préoccupés par la récente escalade des hostilités dans plusieurs régions du Yémen, notamment à Mareb. Les rapports faisant état d'affrontements militaires dans les provinces de Taëz, Jauf et Sanaa sont également très préoccupants. Ces affrontements ont fait plusieurs victimes, entraîné d'importants dégâts et provoqué de nouveaux déplacements de civils. Nous regrettons vivement la perte de précieuses vies humaines, notamment dans l'incendie du centre de rétention de migrants à Sanaa, et nous adressons nos sincères condoléances aux familles des personnes touchées. L'escalade actuelle est également vouée à donner l'occasion aux groupes terroristes, tels Al-Qaida et l'État islamique, d'étendre leur présence au Yémen, ce qui est inquiétant.

Nous condamnons les attaques de drones et de missiles lancées par Ansar Allah en Arabie saoudite, ainsi que le fait de prendre délibérément pour cible les infrastructures civiles et énergétiques du pays. Nous appelons toutes les parties au conflit à renoncer à la violence et à prendre des mesures constructives en faveur du dialogue et des négociations autour d'un règlement politique.

Il y a deux ans, alors que le Yémen était confronté à une situation périlleuse à Hodeïda, la communauté internationale a agi avec rapidité et détermination, ce qui a abouti à la signature de l'Accord de Stockholm et permis d'éviter une catastrophe humanitaire. Une offensive diplomatique ciblée du même type est nécessaire à présent, pour mettre fin non seulement à la bataille de Mareb, mais aussi aux conflits qui se déroulent ailleurs dans le pays.

La situation humanitaire dans le pays déjà catastrophique exige que la communauté internationale lui accorde toute son attention. Nous saluons les efforts déployés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la Suède et la Suisse pour organiser la Manifestation de haut niveau pour les annonces de contributions relatives à la crise humanitaire au Yémen. Le résultat en est peut-être décevant, mais les engagements que continuent de prendre les partenaires régionaux du Yémen s'agissant d'appuyer les opérations humanitaires et de secours dans le pays, ainsi que la contribution accrue de certains pays donateurs, donnent des raisons d'espérer. L'Inde est prête à continuer d'aider le peuple yéménite. Nous entendons continuer de faciliter le traitement médical des Yéménites qui se rendent en Inde.

Nous sommes déçus que les récents pourparlers sur l'échange de prisonniers et de détenus se soient terminés sans aucun accord entre les parties. Nous espérons que ces pourparlers reprendront dans un avenir proche.

Nous apprécions la mobilisation de l'ONU auprès d'Ansar Allah sur la question du pétrolier *FSO SAFER*. Toutes les questions en suspens liées aux dispositions logistiques et de sécurité doivent être réglées d'urgence, et nous espérons que l'équipe technique de l'ONU aura bientôt accès au navire pour l'inspecter.

Je voudrais également exprimer mon appui à la contribution des femmes yéménites aux efforts de paix dans le pays. Les promesses faites dans le cadre des conclusions de la Conférence de dialogue national, qui ont été ancrées dans le Plan d'action national yéménite sur les femmes et la paix et la sécurité, doivent être tenues.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer le ferme attachement de l'Inde à l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Yémen. L'Inde entretient des liens historiques forts avec le Yémen et son peuple, et nous espérons que la paix reviendra bientôt au Yémen. J'exhorte une nouvelle fois toutes les parties à s'abstenir de toute violence et à se rapprocher constructivement et en toute bonne foi de l'Envoyé spécial, afin de parvenir à un règlement politique durable dans le pays.

Annexe VIII

Déclaration de M^{me} Geraldine Byrne Nason, Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

Une fois encore, je remercie de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Griffiths, et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Lowcock. Nous nous félicitons tout particulièrement d'avoir entendu la voix de M^{me} Shawky ici aujourd'hui. Nous savons le travail extraordinaire que CARE International et d'autres organisations non gouvernementales réalisent sur le terrain au Yémen. Je dois dire qu'elle a touché une corde extrêmement sensible pour nous tous, ce matin, par son éclairage de l'ampleur et de la gravité de la crise humanitaire qui sévit dans tout le Yémen, et je l'en remercie.

Même d'après les normes qui régissent nos débats au Conseil sur le Yémen, je dois dire que les exposés d'aujourd'hui de Martin Griffiths et de Mark Lowcock donnent particulièrement à réfléchir. De toute évidence, nous avons atteint un stade critique dans le conflit au Yémen, que l'on peut décrire comme un moment de grande fragilité. Nous saluons les efforts incessants déployés par l'Envoyé spécial Griffiths, ainsi que d'autres envoyés, malgré les conditions sur le terrain, pour tenter d'insuffler un nouvel élan politique à ces pourparlers. Nous considérons qu'il s'agit d'un objectif commun pour un processus politique authentique et inclusif, apportant ce que je ne peux que décrire comme un minimum d'espoir au peuple yéménite, de plus en plus désespéré. La cessation des combats, nous le savons, est la seule voie pour mettre fin à ce conflit et aux souffrances du peuple yéménite. Nous implorons tous les acteurs de répondre à l'appel du peuple yéménite et de la communauté internationale en mettant un terme aux combats, et ce, sans plus tarder. La crise humanitaire qui accable le Yémen rend impérative la fin urgente de ce conflit. C'est pourquoi je renouvelle l'appel du Conseil à une désescalade immédiate et à un cessez-le-feu dans tout le pays, comme il est souligné dans la résolution 2564 (2021), adoptée il y a tout juste quatre semaines.

L'escalade des activités des houthistes à Mareb, dans une zone qui, d'après ce que nous savons, compte déjà 1 million de personnes déplacées, reste profondément inquiétante et inflige clairement des souffrances inacceptables aux civils. Nous demandons une nouvelle fois aux houthistes de cesser cette offensive immédiatement, sans conditions préalables. L'Irlande condamne dans les termes les plus forts possibles l'intensification des attaques transfrontières contre le Royaume d'Arabie saoudite.

Nous sommes également préoccupés par la multiplication des attaques contre Sanaa et appelons à la réduction des tensions et à un cessez-le-feu. Les violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme se poursuivent à un niveau désormais alarmant.

Compte tenu de tout ce que nous avons entendu de la part des orateurs ce matin, il est tout simplement fondamental que toutes les parties au Yémen se tournent vers la paix. Il n'y a pas deux façons de le dire : il est temps de retourner à la table des négociations.

Le lien insidieux, et je dirais même abominable, entre le conflit et la faim, dont nous avons débattu au Conseil sous votre présidence, Madame la Présidente, la semaine dernière encore, est absolument évident au Yémen. Comme l'a souligné Martin Griffiths, ce ne sont pas des coïncidences. Il est difficile d'exagérer le péril de l'insécurité alimentaire auquel sont confrontés la plupart des Yéménites en raison de ce conflit, et la référence répétée de Mark Lowcock à un processus de famine prolongée constitue une condamnation véritablement choquante de la situation dans

laquelle nous nous trouvons en tant que communauté internationale. Nous savons que les gens doivent lutter quotidiennement pour survivre, que la moitié de la population souffre de graves pénuries alimentaires et que des millions de personnes – ré-pétons-le, des millions – sont confrontées à la famine. La moitié des enfants de moins de 5 ans au Yémen seront victimes de malnutrition aiguë cette année. Près de 400 000 d'entre eux souffrent déjà de malnutrition aiguë sévère et risquent de mourir si nous ne leur apportons pas une aide d'urgence. La communauté internationale partage la responsabilité de cette situation. Nous devons intensifier nos efforts pour faire en sorte qu'une aide humanitaire adéquate parvienne aux personnes confrontées à ces multiples menaces pour leur survie. Nous faisons nôtres les préoccupations du Secrétaire général concernant les ressources destinées à l'aide humanitaire à la suite de la conférence d'annonce de contributions qui s'est tenue au début de ce mois.

Une autre menace humanitaire et environnementale catastrophique plane du fait du pétrolier *FSO SAFER*. Nous demandons une fois de plus aux houthistes de faciliter un accès immédiat pour qu'une évaluation puisse être effectuée. Nous avons vu dans un passé récent des explosions et des marées noires causer d'énormes dégâts et avoir des conséquences durables. Il serait tout simplement impardonnable que les houthistes permettent à une telle catastrophe de se produire, alors qu'une aide leur est proposée.

Au cours de la réunion organisée selon la formule Arria de la semaine dernière, que l'Irlande a accueillie et à laquelle vous avez d'ailleurs participé, Madame la Présidente, nous avons entendu le fort appui des États Membres à la participation directe et véritable des femmes aux processus de paix menés par l'ONU, y compris au Yémen. Douze membres du Conseil de sécurité ont parrainé cet appel. Je me fais l'écho des paroles de la Yéménite Rasha Jarhum, bâtisseuse de paix, qui s'est jointe à nous durant cette réunion et a déclaré : « sans les femmes, et sans l'égalité des sexes, la paix n'est pas un objectif réalisable ».

Alors que nous envisageons avec espoir les possibilités offertes par de nouveaux efforts diplomatiques malgré tout ce que nous avons entendu aujourd'hui, nous réaffirmons le point fondamental selon lequel les femmes doivent être présentes à la table des négociations. Nous devons rejeter et éliminer les obstacles à leur participation pleine, égale et véritable à la vie politique et publique. Nous demandons la fin des violations des droits de l'homme qui visent à empêcher cette participation, comme la détention arbitraire et la violence sexuelle et fondée sur le genre. Le Conseil a pris des mesures concrètes en ce sens en adoptant la résolution 2564 (2021) le mois dernier, mais nous pouvons, et devons, faire davantage. Nous ne pouvons pas accepter qu'il en soit autrement.

Annexe IX

Déclaration de M. Michael Kiboino, Représentant permanent adjoint du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je remercie l'Envoyé spécial Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock et M^{me} Nirvana Shawky de leurs exposés qui n'incitent guère à l'optimisme.

La délégation kényane a appris avec tristesse l'incendie survenu le 7 mars dans le centre de rétention pour migrants à Sanaa. Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles des personnes qui ont perdu la vie et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés. Nous demandons qu'une enquête soit rapidement menée sur cet incident.

Le Kenya est gravement préoccupé par l'escalade du conflit à Mareb. Les informations faisant état de nouveaux déplacements de plus de 15 000 personnes qui vivaient déjà dans des campements informels et l'incertitude à laquelle sont confrontées les plus d'un million de personnes déplacées près de Mareb sont très inquiétantes.

Nous sommes également préoccupés par l'intensification des combats entre factions qui ont accès à davantage d'armes. Nous devons continuer à progresser par le biais de négociations politiques qui sont la base d'une paix pérenne, au lieu de faire marche arrière, comme nous le voyons aujourd'hui.

Le maintien du blocus sur le carburant, qui empêche les navires commerciaux d'approvisionner Hodeïda, ne fait qu'exacerber une situation humanitaire déjà catastrophique. Le Kenya appelle toutes les parties prenantes ayant une quelconque influence sur les infrastructures humanitaires au Yémen à s'assurer qu'elles sont protégées et qu'il n'y a pas de blocages délibérés ou involontaires.

Nous exhortons le Conseil à prendre note d'informations objectives et vérifiées concernant toute partie qui pourrait délibérément saper ou faire échouer l'effort de secours humanitaire mené par l'ONU. Tout doit être fait pour soulager les souffrances inutiles de millions de civils.

Le Kenya encourage les organismes humanitaires à déployer des solutions nouvelles et innovantes qui soient axées sur le renforcement de la production alimentaire locale.

Il est évident que les groupes terroristes au Yémen, et ailleurs, constituent une menace présente et future pour toute paix établie. L'Envoyé spécial doit exercer la plus grande prudence pour éviter que le processus de paix ne permette à ces groupes de s'infiltrer et de propager davantage leur idéologie et leurs activités.

En outre, nous recommandons vivement que le processus de règlement pacifique et de redressement comporte un volet de désarmement, démobilisation et réintégration. Ce dernier doit prévoir un processus de désengagement qui fasse appel à des outils psychosociaux et à des stratégies de contre-propagande, y compris le renforcement de la confiance au sein des familles, ainsi qu'un contrôle rigoureux afin de réduire au minimum les risques pesant sur les combattants qui ont quitté les rangs des groupes terroristes.

La résolution 2564 (2021), que nous avons adoptée le 25 février, exprime largement les préoccupations et les aspirations du Conseil de sécurité à l'égard du Yémen. Nous avons également eu l'occasion d'écouter les voix des femmes et des jeunes yéménites. Nous estimons qu'il faut leur permettre de contribuer de manière utile à un processus de paix dirigé et contrôlé par les Yéménites. Nous encourageons

l'Envoyé spécial à inclure les voix des victimes du terrorisme au Yémen, les voix des femmes, dans leur quête d'autonomisation et d'inclusion, et les voix civiles de la communauté religieuse, réputée pour plaider en faveur de la liberté de religion.

Nous saluons et remercions les pays et institutions qui contribuent à l'effort de secours humanitaire au Yémen, et nous les encourageons à pérenniser leur engagement solidaire.

Annexe X**Déclaration de M. Juan Ramón de la Fuente Ramírez,
Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des
Nations Unies**

[Original : espagnol]

Je remercie l'Envoyé spécial Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock et M^{me} Nirvana Shawky de leurs exposés détaillés.

Le Mexique exprime sa vive préoccupation face à la poursuite de la violence en divers endroits, mais en particulier s'agissant de l'offensive contre Mareb, qui met en danger la vie de milliers de civils et provoque une nouvelle vague de déplacements.

Mareb accueille déjà près de 1 million de déplacés, et près de 400 000 autres risquent de les rejoindre sous peu. Cela ne fait qu'accentuer l'urgence de remédier à la situation humanitaire. Par ailleurs, nous condamnons fermement l'augmentation des attaques contre les infrastructures, y compris les centres de santé et d'éducation à Taëz, où du personnel médical, des patients et/ou des élèves, y compris des mineurs, ont été tués ou blessés.

Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par l'Envoyé spécial pour élucider et sanctionner les responsabilités dans l'incendie du centre de rétention de migrants à Sanaa.

Nous demandons aux milices houthistes de mettre fin à leur offensive sur Mareb, et de cesser immédiatement toute agression susceptible de mettre en danger la population civile. De même, nous condamnons les attaques contre le territoire saoudiens et les cibles qui y sont situées, et nous exhortons Ansar Allah et les parties au conflit à cesser immédiatement toute attaque ou tout acte belliqueux.

Le Mexique appelle les partenaires régionaux les plus influents à persuader les dirigeants d'Ansar Allah et le Gouvernement yéménite d'agir avec la plus grande retenue, ainsi que l'exigent les circonstances, et à les inciter à engager un dialogue constructif pour parvenir à un cessez-le-feu national. Nous saluons les efforts déployés par le Gouvernement des États-Unis et son envoyé spécial pour faciliter le dialogue avec Ansar Allah. La cessation des hostilités est indispensable pour faciliter l'assistance humanitaire.

Par ailleurs, nous accueillons favorablement le rapport de la Commission nationale d'enquête sur les violations des droits humains qui auraient été commises au Yémen, et nous saluons l'enquête sur les détentions arbitraires et les disparitions forcées. Nous regrettons cependant que les discussions de la dernière réunion du comité de supervision chargé de la mise en œuvre de l'accord sur l'échange de prisonniers et de détenus, facilitée par l'Envoyé spécial et les représentants du Comité international de la Croix-Rouge, n'aient pas porté leurs fruits. Nous exhortons les parties à faire progresser les consultations en vue de parvenir à libérer les détenus au plus vite et de faire toute la lumière sur les disparitions forcées.

Le Mexique remercie une nouvelle fois l'Envoyé spécial Griffiths et le personnel des Nations Unies au Yémen, ainsi que les différentes délégations nationales, d'avoir participé, le 1^{er} mars, à la réunion du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité.

Près de six ans après le début du conflit, la situation humanitaire continue de se détériorer, et les femmes yéménites sont les plus touchées ; la violence fondée sur le genre et l'utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre sont inacceptables.

Ce qu'il faut, c'est une participation constructive des femmes au processus politique, sur un pied d'égalité avec les hommes. Le rôle des femmes dans la médiation des conflits et la consolidation de la paix est essentiel pour garantir un résultat solide, durable et inclusif. Par conséquent, les efforts de l'Envoyé spécial pour augmenter le nombre de femmes dans les délégations participant au processus politique, ainsi que ses échanges constants avec le groupe consultatif technique de femmes yéménites, sont de la plus haute importance. Il est urgent de mettre en œuvre, dans son intégralité, le plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité lancé officiellement en mai 2020.

Enfin, nous demandons instamment à Ansar Allah, une fois de plus, de s'abstenir d'imposer de nouvelles conditions pour l'inspection du *FSO SAFER* et de permettre immédiatement aux équipes de l'ONU d'y accéder. Il s'agit d'une bombe à retardement que nous devons désamorcer. À défaut, les conséquences environnementales et humanitaires seront catastrophiques.

Annexe XI**Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je voudrais remercier M. Martin Griffiths et M. Mark Lowcock pour leurs exposés sur la situation qui prévaut au Yémen. Mes remerciements vont également à M^{me} Nirvana Shawky, de CARE International, qui nous a donné un aperçu sur les conditions des travailleurs humanitaires dans ce pays.

La guerre au Yémen continue et, avec elle, son lot de désolation et de souffrances infligées aux populations yéménites depuis près de sept ans maintenant. Cette crise humanitaire, qualifiée de plus catastrophique dans le monde, et que l'on semble aujourd'hui s'être résolu à contempler, doit interpeller notre conscience, car toute souffrance humaine est un drame pour toute l'humanité.

Comme cela ressort clairement des exposés que nous venons de suivre, la famine est imminente et peut concerner plus de la moitié de la population yéménite si rien n'est fait dans les jours et mois à venir. Nous appelons donc les pays donateurs à honorer les engagements pris lors de la conférence, tenue le 1^{er} mars, sur la situation humanitaire au Yémen, afin de permettre aux agences humanitaires de venir en aide aux populations qui sont déjà fragilisées par la crise économique, les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la récente reprise des hostilités, notamment dans la province de Mareb.

Il est aujourd'hui très déconcertant de voir les lueurs d'espairs enregistrées fin 2020 – avec la libération de milliers de détenus, la formation d'un nouveau Gouvernement et les prédispositions favorables manifestées par les parties à l'égard des propositions de l'Envoyé Spécial – s'estomper du fait de la reprise de ces hostilités.

Ma délégation condamne les récentes attaques et le lancement de roquettes sur des zones habitées par des civils et sur les camps de déplacés, qui ont conduit à la mort de plusieurs dizaines de personnes et au déplacement de plus de 150 000 autres. L'utilisation des drones armés par les rebelles houthistes sur les villes et les installations pétrolières du Royaume d'Arabie saoudite est une source de grande préoccupation.

Si le processus politique au Yémen stagne, c'est entièrement du fait de l'incapacité des parties à s'entendre sur un dénominateur commun qui servira de base à un processus politique devant conduire à un cessez-le-feu général, garantissant la reprise des pourparlers sur la base des propositions formulées par l'Envoyé Spécial du Secrétaire général.

Le Niger reste d'avis que la résolution de la crise passe inévitablement par le dialogue inclusif entre les Yéménites, avec l'appui de la communauté internationale. Nous appelons toutes les parties à œuvrer ensemble pour le retour de la paix au Yémen et pour le bien de tout son peuple.

De toute évidence, la résolution de cette crise, dont l'issue ne pourra être militaire, nécessite un changement d'approche de la part des Nations Unies et des partenaires internationaux du Yémen. Cette approche doit allier une pression diplomatique accrue sur les parties et le maintien d'un contact régulier avec tous les acteurs concernés par cette crise.

À cet égard, mon pays invite les acteurs régionaux et les membres du Conseil ayant une influence sur les parties au conflit à ne ménager aucun effort pour accompagner les Yéménites sur le difficile mais incontournable chemin du dialogue, de la réconciliation et de la paix.

La récente visite de l'Envoyé spécial des États-Unis, M. Timothy Lenderking, dans la région et sa prédisposition à travailler avec l'Envoyé spécial des Nations Unies représentent un pas réel dans la bonne direction.

Aucun effort ne doit être ménagé pour aboutir à une désescalade de la situation et pour donner une chance réelle aux négociations, seule alternative pour sauver les vies de millions de personnes, en majorité des femmes et des enfants.

Je voudrais pour conclure réaffirmer le ferme soutien du Niger à l'Envoyé spécial, M. Martin Griffiths, pour ses efforts inlassables en vue de rétablir le dialogue entre les parties yéménites, ainsi qu'aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales pour leur précieuse assistance aux personnes en détresse, dans des circonstances rendues encore plus difficiles par les violences et le manque de moyens.

Annexe XII

Déclaration de M^{me} Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens à remercier l'Envoyé spécial, M. Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock, de leurs exposés et des efforts inlassables qu'ils déploient pour réaliser des progrès au Yémen. Je remercie également Nirvana Shawky de nous avoir fait part d'importantes expériences du terrain. Nous appuyons pleinement l'action de l'ONU visant à mettre fin à ce conflit et à atténuer la souffrance du peuple yéménite.

Depuis beaucoup trop longtemps, le Yémen est le théâtre de cycles vicieux de violence qui persistent et qui, comme nous l'avons entendu aujourd'hui, continuent même d'empirer. Nous sommes alarmés par l'offensive houthiste en cours à Mareb et le nombre croissant de tirs de missiles et d'attaques de drones visant l'Arabie saoudite. Nous suivons également avec préoccupation l'évolution de la situation à Taëz, Hodeïda et Sanaa. Ces événements ne feront qu'alimenter l'escalade du conflit.

Nous appelons toutes les parties à désamorcer la situation et à saisir cette occasion pour instaurer un cessez-le-feu national lié aux pourparlers politiques. Un assouplissement de l'embargo en place représenterait également une mesure importante pour permettre l'importation de suffisamment de pétrole et d'autres articles essentiels pour répondre aux besoins de la population. Il n'existe pas de solution militaire au conflit. Il est grand temps de mettre fin au cycle de violence et à la détérioration de la crise humanitaire. Seul un processus politique sans exclusive peut mener à une paix et une stabilité durables au Yémen.

Nous soulignons la nécessité de consulter un large éventail d'acteurs et de veiller à ce que les négociations reflètent la population et la situation sur le terrain. Il importe de garantir la participation pleine, égale et effective des femmes. L'expérience montre que des processus de paix inclusifs dans le cadre desquels les populations les plus touchées par le conflit sont représentées à la table des négociations sont plus durables.

En outre, les acteurs régionaux et internationaux qui prennent part au conflit doivent également jouer leur rôle pour veiller à ce que le dialogue politique puisse s'amorcer.

La situation humanitaire est désespérée. La conférence d'annonces de contributions de Genève était importante, mais nous ne pouvons être satisfaits du résultat. Comme nous l'avons entendu de si nombreuses fois, l'augmentation de l'aide des donateurs, l'accès humanitaire et l'élimination de la violence sont essentiels si nous voulons éviter une famine à grande échelle et contribuer à la paix au Yémen. La sombre vérité est que des millions de Yéménites risquent de mourir de faim. Nous ne pouvons le permettre.

L'état du pétrolier *FSO SAFER* reste une source de profonde préoccupation. Nous appelons une fois de plus les houthistes à ouvrir un accès immédiat et inconditionnel et à contribuer de manière constructive à la recherche d'une solution. L'heure n'est plus à l'atermoiement. Les conséquences environnementales et humanitaires d'une fuite possible seraient catastrophiques, et l'impact en serait ressenti des décennies durant. Une fuite provoquerait également la fermeture du port de Hodeïda et nuirait aux intérêts mêmes des houthistes.

Pour terminer, je tiens à souligner que la protection des civils est une obligation fondamentale en vertu du droit international humanitaire. Le recrutement et l'utilisation d'enfants en période de conflit armé sont inacceptables. Il en va de même pour les attaques aériennes contre des camps de personnes déplacées. Nous sommes choqués par l'incendie récent qui a touché un centre d'accueil de migrants à Sanaa, ainsi que par l'utilisation d'écoles à des fins militaires et les attaques dont elles font l'objet. L'accès humanitaire aux personnes dans le besoin doit être accordé immédiatement. Toutes les violations du droit international humanitaire doivent faire l'objet d'enquêtes et les responsables doivent être traduits en justice.

Annexe XIII**Déclaration de M. Vassily Nebenzia, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Nous remercions l'Envoyé spécial, Martin Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, Mark Lowcock, de leurs exposés sur les situations politique et humanitaire au Yémen. Nous avons également suivi avec attention l'exposé de M^{me} Shawky.

Cette visioconférence est convoquée dans le contexte d'une escalade dangereuse au Yémen, où, en raison d'un conflit meurtrier qui dure depuis près de six ans, deux tiers de la population ont désespérément besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Nous devons admettre avec regret que la logique de l'affrontement armé prévaut toujours. Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation dans les alentours de Mareb, où les affrontements meurtriers ont repris début février. Des combats ont également été signalés dans d'autres provinces yéménites. Nous appelons les parties à cesser les combats et à régler le problème par des moyens politiques et diplomatiques. Nous prévoyons de continuer à appuyer les efforts pertinents entrepris par l'Envoyé spécial pour le Yémen, Martin Griffiths. Nous soulignons que toutes les parties au conflit doivent respecter le droit international humanitaire. Toute opération de combat qui pourrait endommager les infrastructures civiles ou faire des victimes civiles est inacceptable.

Le 18 décembre 2020, nouveau Gouvernement de coalition, au sein duquel les représentants des régions du sud ont pour la première fois reçu une grande partie des postes ministériels, a été formé pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord de Riyad du 5 novembre 2019, dont l'objectif était de normaliser la situation dans le sud du Yémen.

Nous espérons que la mise en œuvre des accords susmentionnés renforcera la sécurité publique et permettra de concentrer les efforts sur les problèmes socioéconomiques et humanitaires urgents dans cette partie du Yémen. Nous plaidons également pour la mise en œuvre concrète des dispositions de l'Accord de Riyad relatives au lancement de négociations entre une délégation composée de représentants des autorités yéménites officielles et du Conseil de transition du Sud et les dirigeants du mouvement houthiste Ansar Allah sur la question de la future structure politique du Yémen.

Des signaux encourageants sont récemment parvenus de Washington. Je pense à la décision des États-Unis de revenir sur la désignation du mouvement houthiste Ansar Allah comme organisation terroriste étrangère, et à l'engagement pris par le nouveau Gouvernement des États-Unis de s'associer aux efforts visant à mettre rapidement fin au conflit. Si cette approche constructive est suivie des mesures pratiques nécessaires, les perspectives de rétablissement d'une paix et d'une stabilité attendues depuis longtemps au Yémen s'amélioreront sensiblement.

L'aide humanitaire en faveur du Yémen doit être une priorité dans le cadre de nos efforts conjoints. Pour lutter contre la famine qui se répand dans tout le pays ainsi que les maladies, notamment la maladie à coronavirus, le Yémen a besoin d'un vaste appui de la part de la communauté internationale. Nous prenons acte de la conférence internationale d'annonces de contributions pour le Yémen qui s'est tenue le 1^{er} mars, durant laquelle les donateurs se sont engagés à couvrir environ 50% du budget du plan d'aide humanitaire pour le Yémen. Les dirigeants de l'ONU estiment que ce résultat est insuffisant pour inverser la tendance humanitaire négative au Yémen. Nous appelons les donateurs, y compris ceux de la région, à renforcer leur appui

financier en faveur des programmes des Nations Unies qui fournissent une assistance de base, notamment ceux qui garantissent la sécurité alimentaire de la population et l'accès à l'eau potable et aux services médicaux. Nous estimons que la distribution non discriminatoire de l'aide humanitaire à l'ensemble de la population du pays est le facteur clef qui pourrait permettre d'atténuer la catastrophe humanitaire au Yémen.

Nous pensons également que des solutions mutuellement acceptables et non politisées peuvent être trouvées pour régler le problème du pétrolier *FSO SAFER*.

Pour terminer, nous rappelons que le lancement d'un processus de renforcement de la confiance et de la sécurité dans le golfe Persique, et à terme dans l'ensemble du Moyen-Orient, contribuerait au règlement des crises qui y sévissent, y compris le conflit yéménite. À cet égard, nous appelons une fois de plus nos collègues à prêter attention au fait que toute la sous-région a besoin d'une stabilisation complète, fondée, entre autres, sur la résolution 598 (1987) et le concept russe de sécurité collective.

Annexe XIV**Déclaration de M^{me} Isis Gonsalves, Coordinatrice politique à la Mission permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Bonjour à nos intervenants, dont nous apprécions la participation. Nous saluons leur dévouement indéfectible envers le peuple yéménite. Cependant, c'est le cœur lourd que nous avons pris connaissance de leurs mises à jour qui n'incitent guère à l'optimisme. Premièrement, je voudrais exprimer ma profonde inquiétude quant au sort des migrants au Yémen et alentour, notamment ceux qui ont été pris dans l'incendie meurtrier du centre de détention pour migrants à Sanaa et ceux qui ont souffert aux mains des trafiquants en route vers le Yémen. Ces questions doivent faire l'objet d'une enquête approfondie et nous demandons à toutes les parties de prendre à nouveau l'engagement de protéger les migrants.

Il est manifeste que le Yémen se trouve au bord d'une nouvelle catastrophe dont il pourrait ne pas se relever. La faiblesse de l'économie yéménite, la persistance des hostilités, y compris l'escalade à Mareb et Hodeïda, et la situation humanitaire catastrophique, exacerbée par les pénuries de carburant, le blocus permanent des importations commerciales à Hodeïda et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), sont autant de facteurs qui se sont conjugués pour causer des souffrances insupportables. D'après les prévisions, plus de 2 millions d'enfants de moins de 5 ans devraient être confrontés à la malnutrition aiguë. Plus de la moitié de la population du Yémen est aux prises avec de graves pénuries alimentaires. Et comme nous l'a dit le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley, des millions de personnes sont à deux doigts de la famine. Le coût de ce conflit est élevé et ses conséquences se feront sentir pendant des années.

La déclaration commune proposée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen constitue un point de départ à partir duquel le Yémen peut relever ces défis. Un cessez-le-feu doit être instauré immédiatement dans tout le pays. La persistance de la violence, y compris les attaques transfrontières, ne permet pas de progresser vers la paix et, à Mareb, les hostilités risquent de provoquer les plus grands déplacements de masse de la guerre. Un cessez-le-feu permettra d'améliorer la situation humanitaire en facilitant l'acheminement de l'aide vitale aux Yéménites. L'accès humanitaire doit être libre de toute entrave et les intervenants humanitaires doivent être dotés des ressources nécessaires pour apporter un répit qui fait cruellement défaut.

La manifestation virtuelle d'annonce de contributions, qui s'est tenue le 1^{er} mars, a été l'occasion pour la communauté internationale de réaffirmer et de renforcer sa solidarité avec le peuple yéménite, mais le résultat a été décevant. Si nous nous félicitons des contributions annoncées et encourageons leur versement de toute urgence, nous invitons les autres membres de la communauté internationale à accroître leur appui en fournissant des fonds afin de garantir la poursuite des programmes humanitaires permettant de sauver des vies.

Bien que le dernier cycle de négociations sur l'échange de prisonniers n'ait pas été fructueux, nous encourageons les parties à poursuivre leurs discussions et leurs efforts pour respecter leurs engagements. Nous avons déjà vu par le passé que le dialogue peut déboucher sur des progrès et favoriser le renforcement de la confiance.

La semaine dernière, nous avons célébré la Journée internationale de la femme, qui reconnaît les contributions et les réalisations sociales, économiques, culturelles et politiques des femmes. Ce faisant, nous avons demandé que de nouvelles mesures soient prises pour assurer la parité des sexes dans tous les domaines. Au Yémen, il

faut répondre aux aspirations et aux besoins des femmes. Cela doit commencer par la garantie de leur participation sur un pied d'égalité au processus de paix. Nous encourageons l'Envoyé spécial à poursuivre son travail avec les femmes au Yémen, notamment le Groupe consultatif technique de femmes yéménites. Veillons à ce que les femmes disposent d'une plateforme et d'un espace sûr pour que leurs voix soient entendues et pas simplement exprimées, mais traduites en actions concrètes sur le terrain.

Pour terminer, nous affirmons notre appui à l'Envoyé spécial pour le Yémen, Mark Lowcock, et à tous les acteurs qui travaillent à promouvoir la paix au Yémen. Nous sommes solidaires du peuple yéménite. À cette fin, nous demandons à toutes les parties de donner la priorité à la préservation de l'environnement en permettant, sans délai, le déploiement d'une mission des Nations Unies sur le pétrolier *FSO SAFER* afin d'éviter une catastrophe en mer Rouge. La politisation et l'instrumentalisation de cette question pour en faire une arme ne font qu'engendrer une nouvelle menace pour la vie et les moyens de subsistance du peuple yéménite.

Annexe XV**Déclaration de M^{me} Barbara Woodward, Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous remercie, Madame la Présidente, ainsi que nos intervenants. M^{me} Shawky, vos paroles expriment avec éloquence les espoirs universels du peuple yéménite. Conjuguées aux avertissements que M. Lowcock ne cesse de nous lancer quant au fait que le Yémen est au bord d'une famine non seulement dévastatrice, mais aussi prolongée, elles sont la raison pour laquelle la fin du conflit au Yémen constitue une priorité pour le Royaume-Uni et pourquoi elle devrait être une priorité pour le monde.

Il nous faut de toute urgence l'occasion de faire progresser la paix. Il nous faut, comme nous l'avons entendu, un arrêt des combats, un cessez-le-feu à l'échelle nationale et un processus politique inclusif qui mette fin au conflit. Le Royaume-Uni est reconnaissant à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, de son travail inlassable et de ses efforts renouvelés au cours des dernières semaines.

Mais malgré les efforts récents, les houthistes ont, comme le prévient la résolution 2564 (2021), intensifié leurs offensives militaires, multipliant les attaques contre l'Arabie saoudite et contre Mareb. Leurs agissements ne font qu'aggraver la crise humanitaire. Au vu des 140 000 personnes déjà déplacées de Mareb, le Royaume-Uni condamne fermement ces escalades, comme il l'a fait dans une déclaration commune avec la France, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis la semaine dernière.

Nous sommes également préoccupés par les informations selon lesquelles des manifestants ont pris d'assaut le palais présidentiel à Aden aujourd'hui et les forces de sécurité ont tiré sur des manifestants à Seyoun hier. Nous appelons les manifestants comme les forces de sécurité à faire preuve de retenue.

Nous restons également très préoccupés par la grave menace que représente le pétrolier *FSO SAFER*. Les houthistes doivent de toute urgence répondre aux multiples appels du Conseil de sécurité leur demandant de faciliter la mission d'évaluation et de réparation de l'ONU.

Nous engageons également les houthistes à garantir une enquête transparente et indépendante sur l'incendie du centre pour migrants qu'ils gèrent à Sanaa, y compris sur l'implication de leur service de sécurité préventive. Des dizaines de personnes y auraient péri. Les organismes internationaux doivent avoir un accès illimité au site et aux personnes blessées. Le traitement des migrants par les houthistes doit s'améliorer.

L'aide humanitaire ne doit pas être utilisée comme un outil politique. Conformément aux résolutions 2451 (2018) et 2417 (2018), nous appelons toutes les parties à faciliter un accès humanitaire sans entrave et à veiller à ce que les humanitaires puissent poursuivre leur travail en toute sécurité et sans danger. Il est également essentiel que les importations puissent entrer dans le port d'Hodeïda et que les voies d'approvisionnement vitales partant de ce port restent ouvertes. Nous demandons au Gouvernement yéménite d'autoriser immédiatement les navires transportant du carburant à accéder aux ports du nord. Une aide financière extérieure importante est également nécessaire pour permettre des importations de produits alimentaires à prix abordable.

Le Royaume-Uni reste l'un des principaux donateurs du Yémen. Nous avons jusqu'à présent promis 120 millions de dollars en réponse à l'appel de 2021. Cela permettra de nourrir 240 000 Yéménites de plus parmi les plus vulnérables chaque mois et de fournir de l'eau potable à 1,6 million de personnes.

Annexe XVI

Déclaration de M^{me} Linda Thomas-Greenfield, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je tiens, pour commencer, à remercier de leurs exposés l'Envoyé spécial, M. Griffiths, et le Secrétaire général adjoint, M. Lowcock. Nous sommes également reconnaissants à M^{me} Shawky de ses éclairages issus du terrain. Nous la remercions, ainsi que tous les travailleurs humanitaires qu'elle représente ici aujourd'hui, pour l'action essentielle et salvatrice qu'ils accomplissent dans les circonstances les plus difficiles et les plus désespérées.

J'ai commencé ma première journée complète en tant qu'Ambassadrice des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations unies en écoutant les organisations non gouvernementales humanitaires à l'œuvre sur le terrain au Yémen. Je suis déterminée à veiller à ce que nous, membres du Conseil de sécurité, écoutions ces voix sur le terrain, en particulier celles des femmes.

Pour leur part, les États-Unis intensifient leur diplomatie en vue de mettre fin à la guerre. L'Envoyé spécial Lenderking a récemment rencontré des dirigeants clefs en Arabie saoudite, à Oman, aux Émirats arabes unis, au Koweït, au Qatar et en Jordanie. Il a rencontré à plusieurs reprises le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement yéménite, ainsi que d'autres acteurs clefs, notamment nos homologues européens.

Les États-Unis travaillent sans relâche, en coordination totale avec l'Envoyé spécial Griffiths, pour créer les conditions qui permettront aux parties de parvenir à un cessez-le-feu et à une fin négociée du conflit, en tenant compte des perspectives et des expériences du peuple yéménite.

D'abord et avant tout, toutes les parties à ce conflit doivent cesser les combats. La paix est le seul moyen d'aller de l'avant. Toutes les parties comprennent les étapes à franchir pour avancer vers un cessez-le-feu complet à l'échelle nationale et vers des pourparlers politiques, et nous les appelons maintenant à s'en acquitter.

Mais il ne pourra y avoir ni cessez-le-feu ni paix au Yémen tant que les houthistes poursuivront leurs attaques quotidiennes contre le peuple yéménite, l'Arabie saoudite et les autres pays de la région. Malheureusement, les attaques des houthistes se poursuivent au même rythme depuis décembre, lorsqu'ils ont tenté d'assassiner le nouveau Cabinet yéménite. Aujourd'hui, l'offensive des houthistes à Mareb coûte la vie d'autres hommes, femmes et enfants yéménites. Ils font également preuve de cruauté en détenant des innocents.

Nous pleurons les vies perdues lors de l'incendie survenu le 7 mars dans un centre d'accueil pour migrants à Sanaa, que tous les orateurs ont évoqué. Des dizaines de migrants assujettis par les houthistes à des conditions inhumaines ont été tués inutilement.

Il faut mettre un terme à la mort et à la violence. Nous appelons les houthistes à accepter un cessez-le-feu immédiat, complet et national et à cesser toutes les attaques. Dans l'intervalle, nous entendons continuer de demander des comptes aux responsables houthistes.

Les houthistes sont désormais à l'origine de la menace d'une catastrophe irréversible en retardant l'évaluation et les premières réparations du pétrolier *FSO SAFER* par l'ONU. Il est plus que temps que les houthistes cessent d'atermoyer. S'ils tardent encore, ils risquent de dévaster non seulement l'environnement, mais aussi la vie et les moyens de subsistance d'environ 4 millions de personnes. Nous exhortons d'autres pays à continuer de faire pression sur les houthistes pour qu'ils autorisent immédiatement cette évaluation.

Nous saluons également la décision du Conseil de sécurité d'inscrire Sultan Zabin sur la Liste des sanctions de l'ONU pour avoir effectué et supervisé des détentions, actes de torture et violences sexuelles contre des femmes politiquement actives qui s'opposaient aux houthistes. Nous continuerons de collaborer avec travailler avec le Comité des sanctions contre le Yémen pour identifier les personnes et entités qui répondent aux critères de désignation.

Enfin, tout en redoublant d'efforts pour mettre fin à cette guerre, nous ne pouvons pas faire fi de l'aggravation de la catastrophe humanitaire au Yémen. Comme nous l'a rappelé Mark Lowcock, plus de 14 millions de Yéménites sont au bord de la famine. Ce chiffre inclut 2,3 millions d'enfants de moins de 5 ans. Le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley, nous a dit la semaine dernière, lors du débat public sur les conflits et la sécurité alimentaire (voir S/2021/250), événement phare de notre présidence, que, pendant que nous sommes réunis ici, un enfant meurt là-bas toutes les 75 secondes. C'est l'enfer sur terre. Ces chiffres, franchement, sont presque inconcevables.

Je voudrais donc terminer en appelant – en implorant, presque – à financer une réponse humanitaire massive et digne de ce nom, comme viennent de l'évoquer nos trois intervenants. Au cours de la Manifestation de haut niveau pour les annonces de contributions, le 1^{er} mars, le Secrétaire d'État Blinken a annoncé une aide humanitaire supplémentaire de plus de 190 millions de dollars des États-Unis, ce qui porte le total de l'aide financière accordée par les États-Unis au Yémen à plus de 350 millions de dollars depuis le début de cet exercice. Malheureusement, au total, le montant total de fonds internationaux collectés au cours de cette conférence a été très insuffisant. Nous demandons aux donateurs régionaux, en particulier, de contribuer des fonds supplémentaires, et nous encourageons ceux qui ont pris des engagements généreux à les honorer rapidement.

Les États-Unis s'engagent à jouer leur rôle, à la fois pour apporter de l'aide et pour contribuer à venir à bout des obstacles qui entravent l'assistance humanitaire. Nous ne pouvons pas y arriver seuls. Nous exhortons toutes les parties, tant dans le nord que dans le sud du Yémen, à ouvrir les portes, à permettre d'importer et de distribuer le carburant sans obstacle, et à admettre les personnels humanitaires, qui sont impartiaux et sauvent des vies. À défaut, le nombre de morts augmentera et, j'ose le dire, ils auront plus de sang sur les mains.

Comme l'a décrit M^{me} Shawky en termes affreusement éloquentes, des millions de Yéménites sont toujours dans le besoin. Pour eux, les propos que nous tenons ici au Conseil n'ont qu'une portée très limitée. L'important, c'est que nous agissions, et que nous agissions maintenant, comme l'ont dit tous nos intervenants aujourd'hui.

Chacun d'entre nous sur cet écran, sans exception, a dit être choqué face à cette situation. Nous avons tous appelé à faire cesser la violence. Et nous avons tous proclamé notre appui au peuple yéménite. Faisons en sorte de traduire ces paroles en actes.

Annexe XVII

Déclaration de M. Pham Hai Anh, Représentant permanent adjoint du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous tenons à remercier de leurs exposés édifiants l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, et la Directrice régionale de CARE pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Nirvana Shawky. Nous renouvelons notre appui sans réserve à leur action précieuse au Yémen. Nous saluons la participation du Représentant permanent du Yémen à la présente visioconférence.

Nous sommes gravement préoccupés par l'escalade militaire observée dans certaines régions du Yémen, notamment à Mareb et Taëz. Ces combats ont eu un lourd bilan, en faisant notamment de nombreux morts parmi les civils, les enfants et les migrants. Nous condamnons les actes de violence et soulignons de nouveau qu'il est urgent que les parties concernées cessent les combats, mettent en œuvre l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial et reprennent les négociations en vue d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale.

D'un point de vue positif, nous sommes heureux de constater un regain d'efforts diplomatiques et de dialogue avec les partenaires régionaux pour mettre fin à la guerre au Yémen. À cet égard, nous exhortons toutes les parties concernées à saisir cette occasion pour donner une chance au processus politique au Yémen, ainsi qu'à la paix et à la stabilité dans la région.

Il est navrant que plus de 20 millions de Yéménites – plus de 70% de la population du pays –, en particulier des femmes et des enfants, aient désespérément besoin d'aide et de protection. Ces derniers mois, le prix du carburant a été multiplié par deux au Yémen, voire par trois dans certaines régions. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les perturbations commerciales ont exacerbé des besoins humanitaires déjà immenses.

En outre, le déficit de financement reste l'un des principaux éléments entravant les opérations humanitaires au Yémen. Nous nous félicitons des contributions promises lors de la Manifestation virtuelle de haut niveau pour les annonces de contributions relatives à la crise humanitaire au Yémen qui s'est tenue le 1^{er} mars. Toutefois, le montant obtenu est loin de répondre aux attentes.

Dans ce contexte, nous appelons à un appui continu au peuple yéménite. Sans aide financière, le monde ne pourra pas aider le Yémen à faire face à la menace imminente de la famine. La communauté internationale doit agir pour protéger les enfants yéménites et prévenir une autre crise pour les générations futures au Yémen.

Nous demandons également aux parties concernées d'honorer leurs obligations en vertu du droit international, notamment le droit international humanitaire concernant la protection des civils, en particulier les femmes et les enfants, et des biens civils, et de mettre à disposition les moyens et les infrastructures essentiels à la survie et aux moyens de subsistance du peuple yéménite. Il faut garantir l'accès aux travailleurs humanitaires et aux agents de santé pour qu'ils puissent porter assistance aux personnes dans le besoin et fournir des soins de santé aux personnes touchées par les récentes opérations militaires.

Il faut mettre en œuvre l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad, pleinement et de bonne foi, sous l'égide de l'ONU.

Nous réaffirmons notre appui à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Yémen.

Nous sommes favorables au renforcement de la participation des femmes et des jeunes au processus politique au Yémen.

Nous constatons avec préoccupation qu'il n'est toujours pas possible d'accéder au pétrolier *FSO SAFER*. Nous demandons de nouveau à Ansar Allah d'autoriser l'équipe technique des Nations Unies à y accéder sans autres conditions.

Pour terminer, nous exhortons toutes les parties concernées à faire preuve de plus de retenue et à créer un environnement propice au processus politique au Yémen, ainsi qu'à la paix et à la stabilité dans la région.

Annexe XVIII**Déclaration de M. Abdullah Ali Fadhel Al-Saadi, Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Qu'il me soit permis tout d'abord de vous féliciter, Madame l'Ambassadrice, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois-ci, et de remercier votre prédécesseur, la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pour sa présidence couronnée de succès en février.

Sous la houlette et la direction du Président de la République, S. E. M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, le Gouvernement yéménite continue de tendre la main à l'autre partie en vue de parvenir à une solution qui permettra de mettre fin à la crise yéménite et de répondre aux aspirations du peuple yéménite à une paix durable et globale au moyen d'un processus politique fondé sur les termes de référence du règlement politique au Yémen, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son Mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national inclusif et les résolutions pertinentes du Conseil, notamment la résolution 2216 (2015). Le Gouvernement salue tous les efforts déployés par l'ONU par l'intermédiaire de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Martin Griffiths, pour mettre fin au conflit par des moyens pacifiques, ainsi que la voie diplomatique annoncée par la nouvelle Administration américaine par l'intermédiaire de son Envoyé spécial pour le Yémen, Timothy Lenderking. Le Gouvernement réitère son engagement en faveur de la paix et sa volonté de réagir positivement à tous les appels et initiatives visant à mettre fin au conflit.

En revanche, les milices houthistes persistent dans leur intransigeance et leur rejet de toutes les initiatives de paix. Elles ont choisi la guerre et l'escalade, comme l'illustre la récente annonce de leur porte-parole selon laquelle elles rejettent les efforts de la communauté internationale et des États-Unis. Ce qui se passe aujourd'hui à Mareb montre bien que ces milices, qui ont été entraînées par le régime des mollahs à Téhéran, utilisent l'agression et la terreur. Les quartiers résidentiels de cette ville et les camps de déplacés sont la cible de bombardements criminels et brutaux, effectués notamment à l'aide de missiles balistiques. En février, ces milices ont lancé 25 missiles balistiques contre la ville de Mareb, qui servait de refuge à plus de 2 millions de personnes déplacées qui ont fui les actes de terrorisme et de répression brutale perpétrés par les milices houthistes dans les zones sous leur contrôle. Cette attaque a fait des centaines de morts et de blessés parmi les civils, dont des femmes et des enfants. Des dizaines de femmes et d'enfants ont également été tués à la suite de bombardements aveugles effectués par ces milices contre des quartiers résidentiels à Taëz et à Hodeïda.

Toutefois, le sang des Yéménites n'a pas suffi pour éteindre la soif de ces milices, qui ont perpétré un autre crime horrible dont le sang des victimes n'est pas encore sec. Elles ont commis un massacre en provoquant un incendie au centre de détention de Sanaa, dans lequel plus de 170 migrants éthiopiens ont été tués ou blessés après avoir refusé d'obéir à leurs ordres de servir sur les lignes de front à Mareb ou de leur verser de l'argent – des ordres qui constituaient une violation flagrante du droit humanitaire international, des droits de l'homme et des lois nationales. Pour essayer de dissimuler ce crime, les milices ont empêché le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations de mener une enquête sur ce crime odieux en toute transparence ou d'avoir accès aux blessés. Ce que le

Conseil et la communauté internationale doivent comprendre clairement aujourd'hui, c'est que l'escalade militaire des milices intervient à un moment où des appels à la paix et à la reprise du dialogue ont été lancés. Cette escalade barbare ne risque pas seulement d'exacerber la crise humanitaire mais également de réduire à néant les efforts déployés dans le cadre de la voie diplomatique et du processus politique dans son ensemble. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la récente déclaration des Gouvernements français, allemand, italien, britannique et américain condamnant les attaques des houthistes à Mareb.

Nous appelons le Conseil à assumer ses responsabilités et à prendre des mesures de dissuasion contre les milices et le régime iranien voyou qui les soutient, pour qu'ils mettent un terme à leur escalade militaire et participent aux efforts de paix menés par l'ONU.

Le 11 mars 2021, le Conseil s'est penché sur les liens entre les conflits et l'insécurité alimentaire (voir S/2021/250). Au vu des données alarmantes figurant dans le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, il convient d'identifier les causes profondes des graves pénuries alimentaires et de la faim dont souffre le peuple yéménite, en particulier dans les zones contrôlées par les milices, et d'y remédier. Malgré les contributions de la communauté internationale au plan d'aide humanitaire pour le Yémen, les Yéménites continuent de souffrir à cause des actions des milices, notamment l'utilisation de la famine comme tactique de guerre et l'obstruction de l'aide humanitaire, qui n'est pas fournie aux personnes qui en ont besoin. Les milices détournent l'aide humanitaire vers les lignes de front pour prolonger leur guerre insensée et augmentent le nombre de personnes dans le besoin en attaquant les villes et les camps de déplacés, créant ainsi de nouvelles vagues de déplacement.

Les milices houthistes tentent également d'induire la communauté internationale en erreur s'agissant de leur comportement agressif et brutal en fabriquant de toutes pièces une crise liée aux produits dérivés du pétrole dans les zones qu'elles contrôlent. Elles affirment que le carburant et les produits dérivés du pétrole ne sont pas autorisés à entrer dans ces zones, que ce soit par le port de Hodeïda ou par voie terrestre. Ces allégations sont clairement réfutées par les statistiques publiées par les autorités compétentes concernant les quantités de carburant qui sont entrées dans ces zones et qui ont été confisquées par les milices, qui vendent ensuite le carburant sur le marché noir à un prix double du prix normal pour financer leur effort de guerre.

Le Gouvernement technocratique met tout en œuvre pour relever les défis complexes auxquels l'économie yéménite est confrontée. Il s'emploie à réaliser des réformes fondamentales pour augmenter les recettes de l'État, rationaliser les dépenses, améliorer les services, renforcer les performances des institutions, accroître l'efficacité des organes de contrôle et faire respecter les principes de transparence et d'intégrité. Nous attendons avec intérêt que le Conseil présente et publie, dans un proche avenir, les résultats de l'enquête menée par le Groupe d'experts sur le Yémen concernant l'attentat terroriste qui a pris pour cible les membres du Gouvernement à l'aéroport international d'Aden, et prenne des mesures pour amener les auteurs de cet attentat à répondre de leurs actes.

L'économie yéménite est actuellement confrontée à une crise aiguë et à des défis majeurs en raison de la guerre et de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19). Le fait que le taux d'inflation dépasse les 50 % et que la monnaie ait perdu 40 % de sa valeur se ressent tous les jours dans la crise humanitaire. Sans soutien à l'économie et sans stabilisation de la monnaie, l'intervention humanitaire ne pourra pas compenser la détérioration actuelle ni la stopper. En 2018, l'Arabie saoudite a déposé 2 milliards de dollars à la Banque centrale ; à l'époque, cette intervention généreuse avait permis d'atténuer la crise humanitaire, d'éviter la famine et de

stabiliser la monnaie. Aujourd'hui, le soutien à l'économie et la stabilisation de la monnaie devraient être une priorité urgente. Je réitère ici l'appel lancé par le Premier Ministre, à la conférence des donateurs au début du mois, en faveur de la mise en place d'un mécanisme garantissant que les fonds fournis par les donateurs d'aide au Yémen sont gérés par la Banque centrale. La gestion des fonds des donateurs en dehors du cadre des institutions de l'État menace en effet de fragiliser ces institutions et de provoquer leur effondrement ; c'est là une grave erreur qui entraînera le chaos et des dommages à long terme. Nous appelons une fois de plus les partenaires de développement, les États amis et les organisations donatrices à appuyer les efforts du Gouvernement pour parvenir à la stabilité et à la reprise économique, et à soutenir la monnaie nationale. Nous insistons sur la nécessité de passer de l'aide au développement en réponse au programme défini par le Gouvernement.

Le Gouvernement yéménite réaffirme sa ferme condamnation des attaques terroristes répétées perpétrées par les milices contre le territoire saoudien, les biens civils et les installations pétrolières. Ces attaques constituent une grave menace pour la sécurité et la stabilité de la région, et portent les marques d'un plan malveillant visant à semer le chaos et la destruction au Yémen et dans la région. Nous appelons le Conseil à s'opposer à un tel comportement agressif. Le Yémen ne sera pas une arène pour les tentatives inconsidérées du régime iranien de saper la stabilité des pays voisins, la sécurité internationale et l'économie mondiale.

L'ONU est dans l'impasse en ce qui concerne les pourparlers avec les milices sur l'état du pétrolier *FSO SAFER*. Le Gouvernement yéménite n'a eu de cesse de répéter que les milices n'ont que faire des avertissements concernant la fuite de la cargaison du pétrolier, qui contient plus d'un million de barils de pétrole brut dans ses soutes, ni des conséquences potentielles de cette fuite. Les milices se servent du problème pour marchander avec la communauté internationale et l'extorquer. Le Conseil doit prendre des mesures dissuasives énergiques à l'encontre des milices et les obliger à permettre à l'équipe technique des Nations Unies d'accéder de toute urgence et sans condition au pétrolier, afin de procéder à une évaluation et à une première série de réparations en vue du déchargement du pétrole, et d'éviter ainsi une grave catastrophe environnementale, économique et humanitaire pour le Yémen, les pays de la région et la navigation internationale.